

480 milliards pour les banquiers et les spéculateurs et des centaines de milliers de licenciements programmés pour 2009. Comment accepter ?

A Pantin comme dans tout le pays, le Parti ouvrier indépendant propose à tous les travailleurs, militants ouvriers, élus, soucieux de combattre dans l'unité pour stopper la politique de destruction généralisée en cours, de se rassembler pour préparer ensemble le mouvement de masse qui balayera, par la lutte de classe, cette politique de licenciements, de précarité, d'exploitation, mise en œuvre en application des directives de l'Union Européenne.

C'est pourquoi nous invitons la population, les élus, les responsables des partis et organisations se réclamant du mouvement ouvrier et démocratique, à préparer ensemble une MARCHÉ UNIE SUR PARIS POUR L'INTERDICTION DES LICENCIEMENTS (voir l'appel adopté par 328 délégués ouvriers, élus, jeunes, le 7 décembre dernier)

Nous vous invitons à participer au MEETING organisé pour avancer en ce sens, le DIMANCHE 8 FEVRIER à 15 h, à Montreuil.

Prochaine réunion du comité : jeudi 12 février à 19 h 30—Salle Les Diamants, 41 rue Delizy à Pantin. Pour débattre et agir, pour préparer ensemble à Pantin la marche nationale sur Paris (16 mai 2009).

Lu—entendu...

"je suis obligée de travailler 2h par jour à la distribution des journaux devant le métro, parce que j'ai une trop petite retraite. Je pourrais faire 4 heures par jour mais ils me supprimeraient ma pension. c'est quand même dingue, j'ai 62 ans, j'ai travaillé 30 ans, j'ai élevé mes enfants et j'ai à peine de quoi vivre. Interdire les licenciements ? Bien sûr qu'il faut les interdire. je ne comprends même pas qu'on puisse être contre ça !"

Discussion avec M.-C.

Depuis deux mois, prétextant de « la crise », le chômage technique et les licenciements par milliers tombent dans les entreprises. Le gouvernement annonce une nouvelle vague de « contrats aidés » pour les salariés victimes de ces coupes sombres.

« Les « contrats aidés », parlons-en ! J'ai bientôt 57 ans, et depuis près de 20 ans, ce sont les seuls emplois que j'ai eu : d'abord des contrats emploi solidarité (CES), aujourd'hui « contrat d'aide à l'emploi » (C.A.E : 25 h par semaine, payées 20 h ; royalement, 647 € par mois...), bref, tout sauf un vrai travail avec un salaire et des garanties collectives communes à tous les salariés. En ce moment, je suis aide-bibliothécaire dans un collège, et normalement mon contrat de trois ans finit en novembre 2009. Mais le 15 novembre dernier, on m'annonce qu'il n'y a « plus de crédits », au moment même où Sarkozy annonce qu'il allait créer de nouveaux contrats aidés vu le nombre de chômeurs. Par une bataille unitaire avec tous les syndicats présents dans le collège, et le soutien de TOUS les profs et des parents sur une revendication simple (mon maintien sur place), nous avons gagné le jour même où on partait en délégation au rectorat. Le proviseur annonce à la délégation intersyndicale que finalement, il a réussi à décrocher des crédits, et « maintenir le poste jusqu'au 30 juin ». Je suis contente que nous ayons gagné cette bagarre, mais je le rappelle : mon contrat c'est pas jusqu'en juin, mais jusqu'en novembre. On aura sans doute à mener de nouveau une bataille. La même chose s'était produite l'an passé. Au final, c'est clair que ce qui a fait céder, c'est la bataille menée dans l'unité avec les organisations syndicales, et c'est une chose essentielle : les syndicats doivent servir à ça. Mais il est clair aussi que la réponse à la situation des travailleurs, ce n'est pas « les nouveaux contrats aidés » annoncés par Sarkozy (parce que ça, c'est la précarité à vie), mais le combat massif pour l'interdiction des licenciements, pour le maintien de tous les emplois dans le service public comme dans les boîtes. Tout le reste n'est que du baratin qui sert aux tôleurs. La marche sur Paris, le meeting du 8 février à Montreuil, j'en serai et je vais en discuter avec ceux qui ont bagarré avec moi ».

A propos de la préparation du budget de la ville pour l'année 2009

Nous étions plusieurs adhérents du comité POI pantinois, à assister au conseil municipal du 16 décembre 2008, qui menait notamment le débat d'orientation budgétaire de la ville.

Surprise : c'est un cabinet privé qui a élaboré le « scénario » budgétaire pour cadrer les années qui viennent pour les finances municipales.

Il est intéressant de noter que c'est au conseil municipal précédent qu'a été votée l'augmentation des tarifs que paiera la population pour les activités. Nous regrettons d'ailleurs que cette augmentation ait fait l'objet d'un vote unanime du conseil, donc aussi des trois conseillers issus de la liste que nous avons présentée en commun en mars dernier : à aucun moment cela ne figurait dans le mandat que nous avons sollicité auprès des pantinois, ni dans le protocole d'accord passé entre le comité du POI et la section du PCF.

Cette augmentation étant acquise, monsieur le maire présente un joli diaporama au conseil municipal suivant, indiquant les priorités proposées pour 2009-2014, les moyens envisagés pour y parvenir, les grandes ambitions qu'il a pour les pantinois.

« *Les piliers des choix stratégiques proposés* » :

Aucune augmentation de la part communale des impôts locaux pour les 6 prochaines années. Encore heureux, la population est déjà étranglée. Reste à savoir ce que monsieur le maire et conseiller général va proposer lors du même débat au Conseil général pour la part départementale ...

Maîtrise des dépenses de fonctionnement : là, ça se gâte, parce que sous cette appellation, ce sont les services publics municipaux (ou tout ce qui devrait être municipal) qui devraient se serrer la ceinture, donc au détriment des postes pour les personnels et les jeunes qui devraient pouvoir y trouver un emploi statutaire, et au détriment de la population, qui va voir toujours plus de services privatisés, ou sous-traités, ou sous contrat, ce qui revient au même.

Maintien d'un haut niveau du montant net d'investissement (après subventions)... mais dans quoi : crèches publiques ou pistes cyclables ? logement HLM en masse, ou accession « sociale » à la propriété ? Bref, au service de quelles priorités ?

Logique de désendettement qui doit amener la commune à finir ces six années en dessous du seuil fatidique d'un montant de dette < 100% des recettes de fonctionnement (et donc, sortir du contrôle et des contraintes de l'Etat qui, comme chacun a pu s'en apercevoir, surveille ça de très près pour veiller au grain !)

On vous passe le blabla technique pour en venir au fond des choses. Monsieur le Maire dit que des « réformes » sont nécessaires pour mettre tout ça en œuvre :

a- « *passer d'une logique de moyens à une logique de résultat* » (on dirait du Bachelot ou du

Darcos dans le texte). En clair « *nous aurons besoin de moins de nouveaux postes, et au fur et à mesure des départs en retraite nous regarderons en fonction des besoins de service public si on les remplace ou pas* ». Vous devinez la réponse à chaque fois que la question sera posée... D'ailleurs, elle ne devrait pas être posée, puisque « *chaque agent doit devenir acteur du changement, et avec le management participatif, c'est au niveau de l'encadrement intermédiaire que chacun devra participer à la rationalisation de notre gestion* ». Monsieur le Maire enfonce le clou : « *c'est une véritable révolution qui est proposée, et qui est en cours dans beaucoup de villes, comme Les Lilas, St Ouen, Le Pré St Gervais..* » Vous allez comprendre plus loin cet « argument ».

b- « *un plan pluriannuel d'investissement programmé sur toute la durée du mandat* » (et non plus une vue à un an ou deux maxi, au cas par cas, selon les besoins) : il risquera d'être difficile, dans ces conditions, d'engager un investissement si des mesures urgentes sont détectées comme nécessaires seulement dans quatre ans, ou suite à une mobilisation de la population. Y a un cadre, désolé, c'est pas possible...

c- révolution majeure, et qui encadre tout le reste : l'intercommunalité. Eh bien, pas fâchés d'être allés à ce conseil municipal, on y a au moins appris quelque chose ! Depuis le mois de septembre, les maires de 7 communes se sont réunis chaque mois pour avancer ce dossier comme on dit, et à Pantin, il pourrait y avoir vote au 1^{er} trimestre 2009. Bigre ! En fait, les choses sont en train de se monter, mais « *sans la précipitation qui a conduit aux problèmes rencontrés ailleurs où, au lieu de mutualiser les moyens et faire des économies, on a rajouté, rajouté* ».

N'y aurait-il pas de rapport avec l'objectif de « maîtrise des dépenses de fonctionnement », c'est-à-dire de compression des personnels ?... Comme c'est bien là le problème et que ça ne va pas passer comme une lettre à la poste, Monsieur le Maire reconnaît que « *aujourd'hui les gens ont peur de l'intercommunalité et qu'il va falloir aller voir la population pour la convaincre que le projet d'interco est une chance* ». Oh oh, il faudrait expliquer ça aux habitants de La Courneuve ou d'Aubervilliers, qui ont eu beaucoup de chance de perdre leurs offices municipaux HLM dans Plaine Commune... Très prudent, Monsieur le Maire annonce qu'il y aura un conseil municipal extraordinaire au moment du lancement de l'association entre les communes prévues pour acter la démarche (messieurs dames les conseillers, soyez bons paillassons !). Mais « *en même temps, je considère que le périmètre a été validé par l'élection municipale* » dit M. Kern. On en tomberait de sa chaise !

Au moment où la ministre Bachelot saccage les hôpitaux publics et « rationalise » à tours de bras, au mépris de la vie même des patients et des personnels, on chercherait à nous faire croire qu'une « mutualisation » des moyens dans une « maîtrise des dépenses de fonctionnement » n'aurait aucune conséquence pour le personnel communal, pour la population ? Et ces choses là sont présentées en toute tranquillité alors que les ¾ de la population sont angoissés pour leur travail, leur logement, leur avenir ?

Les sous-traitants de Roissy licencient à tout va, PSA Citroën Aulnay vire ses intérimaires, CDD, et impose le chômage partiel, étrangle les sous-traitants, mettant en jeu des centaines d'emplois dans le département.. et on nous parle « pluriannuel », « rationalisation » et « logique de résultat » ?!

Ce que nous accorderons volontiers à Monsieur le Maire : les temps à venir sont incertains, notamment pour les communes, les collectivités locales, toujours sous la menace de nouvelles suppressions de ressources par l'Etat, sans les compensations correspondantes ; et avec des charges nouvelles du fait du désengagement de l'Etat qui étranglent les communes et les départements, poussant à la privatisation tous azimuts.

Mais est-ce acceptable ? Est-ce le mandat confié aux élus municipaux par leurs électeurs que de traduire dans notre localité la politique de destruction sociale du gouvernement et des directives européennes ?

Monsieur Godille, au nom du groupe des élus socialistes et radicaux et apparentés, explique que « *la droite a détourné la décentralisation* » pour appliquer sa politique. Eh bien non, c'est le cœur même de la « décentralisation », que de détruire, en même temps que les ministères et services centraux de l'Etat, chaque échelon de service public

dans les départements, les communes.. pour aboutir à la privatisation de ce qui peut être rentable (les routes, cadeaux à Bouygues, Véolia par exemple), en faisant peser les charges (budgets sociaux) sur les collectivités, c'est-à-dire l'impôt des contribuables. Tout cela a une limite, celle de la misère généralisée ou celle du renversement du système, afin de répondre aux besoins de l'immense majorité, les travailleurs, la jeunesse partout. C'est cela le combat pour le socialisme.

Alors quand le même Godille dit que « *répondre aux exigences légitimes écologiques, y répondre malgré la crise implique un courage politique et financier* » (et il se félicite de ce que les orientations présentées montrent un tel courage..), on se demande si on vit sur la même planète.

Bref, pour notre part, plus que jamais, nous estimons qu'une municipalité au service de la population n'a pas à se faire le relais de la politique gouvernementale et/ou européenne, contraire aux intérêts de l'immense majorité. Plus que jamais, dans la situation actuelle qui aggrave les souffrances et difficultés de la population ouvrière de notre ville, pour défendre et reconquérir les moindres droits et acquis de la lutte de classe l'unité est une exigence.

Et si nous nous félicitons de ce que, au niveau local, monsieur le maire et président de Pantin Habitat, ait proposé un conventionnement permettant que le surloyer Boutin ne s'applique pas en 2009, nous ne pouvons être d'accord avec la renonciation, dans les propositions d'investissement, à la construction massive de logements HLM permettant de répondre aux besoins des familles de salariés, des jeunes. C'est, avant l'amélioration des pistes cyclables et l'éco-quartier, l'urgence pour plus de 4000 demandeurs de logement HLM, pour des milliers de mal logés dans Pantin.

De la même manière, quel plan d'investissement pour des crèches collectives publiques répondant aux besoins des familles, dans les meilleures conditions de sécurité et d'hygiène pour les bébés, et les conditions de travail garanties pour les personnels qualifiés.

Le projet d'intercommunalité ne remet-il pas en cause – au nom de la mutualisation des moyens – les crèches publiques existant dans chacune des villes concernées ? Qu'en serait-il, concernant le surloyer Boutin, si les compétences logement sont dévolues à l'interco ? Quelles garanties, quel contrôle, quelle souveraineté des habitants sur leur propre vie ? Autant de questions pour lesquelles, dans Plaine Commune ou à la maternité d'Amboise, la population ni les nourrissons n'ont trouvé dans « la mutualisation » et « les économies d'échelle », une réponse à hauteur de leurs droits.

Nous poursuivrons dans ce bulletin le compte rendu des débats et décisions du conseil Municipal ■

26 janvier : en une seule journée, plus de 72 000 suppressions d'emplois en Europe et aux Etats-Unis. 150 000 chômeurs supplémentaires pour les trois derniers mois de 2008, un par minute ! Le rythme s'accélère. Si un coup d'arrêt n'est pas porté, combien de centaines de milliers de chômeurs supplémentaires d'ici à la fin de l'année ? Aggraver les licenciements, liquider les chômeurs, cela passe par le démantèlement de l'assurance chômage. Témoignage d'un adhérent du comité local :

« Je travaille dans un organisme qui s'appelle « Pôle Emploi », issu de la fusion – destruction des Assedic et de l'ANPE. Mon métier est de faire valoir les droits aux allocations chômage à chaque travailleur qui s'inscrit sur la

liste des demandeurs d'emploi.

Avec les plans de licenciement qui se multiplient, nous nous posons la question avec mes collègues si dans un an, nous pourrions encore payer des allocations aux chômeurs. Parce qu'un salarié licencié, c'est un chômeur à payer et un cotisant en moins !

Concrètement, c'est malgré la surcharge de travail liée aux licenciements, aucun effectif supplémentaire. Début décembre, il y avait nationalement 100 000 dossiers de retard. 4000 pour le 93 et le 94. Royalement, la direction a accordé 200 CDD nationalement, 75 pour l'Ile de France, 19 pour le 93 et 94, soit même pas 1 CDD par antenne. De qui se moque-t-on ?

Le Pôle Emploi, c'est aussi la fermeture des sites : aujourd'hui il y a encore envi-

ron 900 ANPE et 600 antennes Assedic. A terme, il ne resterait que 650 à 850 sites commun. Dans notre ville de Pantin, l'antenne Assedic doit fermer et les agents intégreront les sites actuels ANPE de Bagnolet et de Pantin, sans qu'il soit prévu d'espace supplémentaire. Est annoncée la fermeture prochaine de l'agence locale pour l'Emploi de Romainville. Pour les salariés, le transfert dans Pôle Emploi, c'est mobilité forcée et régression pour les conditions de travail !

Pour la défense de nos revendications, contre les licenciements, pour la défense du service public les agents de Pôle Emploi, avec leurs organisations étaient massivement en grève le 29 janvier, comme l'étaient plusieurs millions de salariés de ce pays. »

Extrait du communiqué du POI (30 janvier 2009)

Par millions, ce 29 janvier, les travailleurs se sont rassemblés dans la grève et les manifestations. Sur le terrain de la lutte de classe, salariés du public et du privé ont affirmé ce que d'aucuns prétendaient effacer : la classe ouvrière est là, elle est debout, elle regroupe ses forces pour le combat.

Ce 29 janvier, à l'appel des confédérations, la classe ouvrière a affirmé qu'elle a le droit et le devoir de se défendre comme classe contre la classe des exploités et des spéculateurs.

Ce 29 janvier, par millions, par la grève et la manifestation, travailleurs du privé et du public, les jeunes, leurs familles ont dit : cela suffit des licenciements, des suppressions d'emplois dans le public, des contre-réformes, cela suffit des salaires et des retraites de misère, du chômage et de la destruction de la protection sociale. Ils l'ont fait sur le terrain de la lutte de classe, qui oppose les intérêts des exploités à ceux des exploités, les intérêts des opprimés à ceux des oppresseurs, ceux des salariés à ceux du patronat.

Et qu'a répondu Sarkozy ? Que l'inquiétude exprimée le 29 janvier était « *légitime* » et qu'il rencontrerait prochainement « *les organisations syndicales et patronales afin de convenir du programme de réformes et des méthodes pour le mener à bien* ». Son conseiller Soubie amis les points sur les i : « *Il faut maintenir le cap !* » Maintenir le cap des contre-réformes, des licenciements et des 428 milliards d'euros offerts aux banquiers et aux spéculateurs ? N'est-ce pas précisément ce contre quoi se sont dressés par millions grévistes et manifestants du 29 janvier ?

Et Sarkozy et son gouvernement voudraient poursuivre ?

Ils voudraient continuer à supprimer par dizaines de milliers les emplois publics et à encourager les patrons à licencier en masse ?

Ils voudraient continuer à distribuer par centaines de milliards d'euros aux capitalistes et spéculateurs, qui ne s'en servent que pour poursuivre la spéculation et détruire les emplois, tandis que les banques augmentent encore leurs profits ?

ILY A URGENCE À BLOQUER LE GOUVERNEMENT, ET EN PARTICULIER À IMPOSER :

- **L'interdiction des licenciements et des suppressions d'emplois dans le public.**
- **La confiscation des 428 milliards offerts par le gouvernement aux capitalistes et spéculateurs, et leur utilisation pour satisfaire aux besoins les plus urgents de la population laborieuse.**
- **Le retrait des contre-réformes Bachelot, Darcos, Péresse, qui visent à liquider l'école publique, l'hospitalisation publique, l'Université publique.**
- Et pour mettre en oeuvre cette politique, il ne faut pas hésiter à rompre avec l'Union européenne, dont toutes les institutions visent à faciliter les licenciements et les délocalisations.

**CE SONT LES TRAVAILLEURS QU'IL FAUT SAUVER, ET PAS LES SPÉCULATEURS.
INTERDIRE LES LICENCIEMENTS, C'EST URGENT ! C'EST VITAL !**